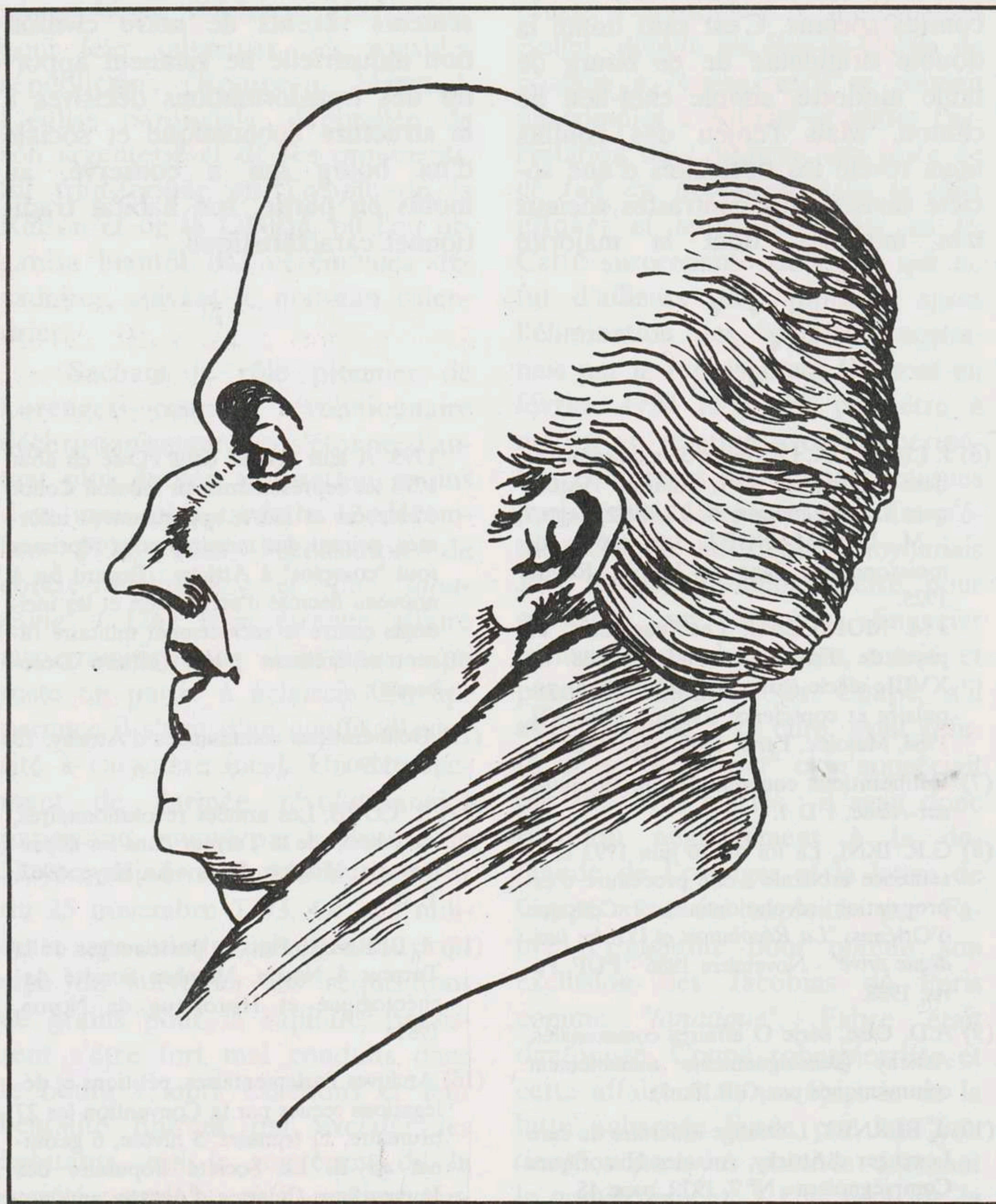


DEUX LETTRES INÉDITES DE L'IMPRIMEUR BERTRAND, LE "MIRABEAU DE COMPIÈGNE"

(avril 1793)

par Jacques BERNET.



Né dans la ville en 1755, Louis François de Paule BERTRAND était l'héritier de deux générations d'imprimeurs-libraires, installés à Compiègne depuis la fin du XVII^e siècle. Son affaire était assez mo-

deste, si l'on en croit ses déclarations de revenus sous l'Ancien Régime (3), mais cet autodidacte ne manquait pas d'ambition : il entreprit ainsi d'éditer à partir de 1786 les *Affiches de Compiègne* et du

Beauvaisis, feuille hebdomadaire littéraire et d'annonces, dans le goût de l'époque, qui peut être considérée comme le premier journal compiégnais (4). L'imprimeur arrêta l'expérience en 1789 pour se lancer

L'intérêt historique de ces deux lettres, conservées dans les archives de l'Oise (1), tient d'abord à la personnalité de leur auteur, un des principaux leaders révolutionnaires locaux, surnommé dès 1790 le "Mirabeau de Compiègne" (2).

dans l'action politique, dès la préparation des États Généraux. Auteur d'un cahier de doléances avancé (5), il fut un des principaux porte parole du Tiers État compiégnois dans les assemblées électorales de la ville et à Senlis. Élu officier dans la garde nationale dès l'été 1789, il devait surtout faire une brillante carrière administrative dans le **district**, dont il fut le secrétaire à partir de mai 1790 et le procureur-syndic de novembre 1792 à janvier 1795. C'est à ce poste stratégique qu'il fut l'homme fort de Compiègne et de sa région, surtout à l'époque du gouvernement révolutionnaire de l'an II, où il porta le titre d'agent national. Bertrand aurait pu avoir un destin national : les grands électeurs de l'Oise l'avaient en effet élu député à la Convention, en septembre 1792, mais il se refusa en déclarant ne pouvoir laisser sa famille sans ressources à Compiègne et se contenta du poste symbolique de quatrième suppléant - il fut d'ailleurs le seul à ne pas siéger dans l'assemblée.

Bertrand fut aussi un des principaux fondateurs et animateurs du Jacobinisme compiégnois : il milita activement dans la société des Amis de la Constitution, de février 1791 à mars 1792 et recréa le club, temporairement dissous, sous le nom d'Amis de la République (septembre 1792) puis de **Société Populaire** (1793-1794) (6).

La carrière politique compiégnoise de notre imprimeur fut interrompue par le contre coup de la chute de Robespierre, malgré l'approbation servile de l'événement par les Jacobins locaux. Mis en minorité dans le club à l'automne 1794, il en

fut évincé par les modérés après un combat d'arrière garde. Dans la difficile conjoncture de l'an III, Bertrand devint le bouc émissaire des thermidoriens : devenu impopulaire - on lui reprochait la pénurie alimentaire, plus que des abus de pouvoir en l'an II - il dut s'enfuir précipitamment de Compiègne à la suite d'une émeute de la faim, en janvier 1795 (7). Il abandonna toutes ses fonctions électives et son imprimerie pour refaire sa vie à Paris. Bien que déclaré "*terroriste*" au printemps 1795, il fut assez vite disculpé grâce à l'intervention du Conventionnel amiénois André DUMONT, devenu un des chefs de file de la réaction thermidorienne, et dont l'imprimeur avait été l'exécutant et même le fidèle client en 1793-1794. Le "*Mirabeau de Compiègne*" ne devait jamais retourner dans sa ville natale, mais il ne l'oublia pas puisqu'il lui fit don en 1797 d'un bel exemplaire, relié par les soins de son atelier, de la Constitution de l'an III, toujours conservé à la bibliothèque municipale. Bertrand avait repris son métier d'imprimeur-libraire à Paris, avec sa femme et ses enfants. En 1802, il retrouva un poste administratif, comme chef de bureau dans la police de Fouché - il aurait à ce titre interrogé le conspirateur royaliste Cadoudal en 1804 et mourut dans cette fonction, à la date précocée de 1808.

* * *
* *
*

Les deux lettres publiées ont été écrites par Bertrand, depuis Paris, où il avait été envoyé en délégation

par le district au printemps 1793. L'objet de cette mission était officiellement de récupérer une indemnisation pour un envoi de sacs de grains réquisitionnés dans le district et destinés à la commune de Paris. Mais ce voyage avait aussi des motifs politiques auxquels il est fait allusion dans ces textes : il s'agit de l'affaire Bussa, qui vient de provoquer quelques remous dans la ville et dont les autorités locales s'inquiètent de voir l'effet à Paris. En avril 1793, en effet, le journal de Marat avait publié une lettre anonyme, émanant d'un correspondant compiégnois, qui déplorait le modérantisme des autorités locales et prétendait qu'il n'existait pas plus d'un ou deux vrais républicains dans l'ancienne cité royale. Identifié comme l'auteur de ces "*calomnies*" le géographe BUSSA fut alors arrêté et par la suite obligé de quitter la ville. C'est pourquoi dans ses lettres Bertrand s'intéresse au sort de MARAT qui vient d'être traduit devant le tribunal révolutionnaire de Paris et triomphalement acquitté. L'auteur fait aussi allusion à la situation politique dans Paris, aux luttes entre les "*partis*" de la Convention, Gironde et Montagne, sans d'ailleurs prendre trop nettement position. Le 25 avril il évoque le soulèvement vendéen ("*Les révoltés ne sont point encore vaincus et on ne paraît pas content de la conduite de Berryer...*") Bertrand n'indique pas ses sources mais l'on peut supposer, derrière ce "*on*" prudent, l'opinion du Conventionnel Mathieu, Compiégnois d'origine, auquel notre imprimeur fait à un moment référence et à qui il a nécessairement rendu visite lors de son séjour parisien.

NOTES :

- (1) A.D. Oise Beauvais, L 2 m district de Compiègne (non coté). Ces deux lettres nous ont été aimablement transmises par G.R. Ikni.
- (2) SOREL (A), Bertrand-Quinquet, imprimeur-libraire à Compiègne, Compiègne, 1899, 51 pages.
- (3) Dans les rôles de la capitation de 1784 il est cité avec sa femme, deux fils, une fille, un compagnon et une servante. Dans ceux de 1788, il est crédité de 3 compagnons, mais ne déclare que la

somme dérisoire de 90 £ à titre de revenu annuel (Archives Communales de Compiègne).

- (4) BLONDEAU (Ph.), Un journal local à la veille de la Révolution : les Affiches de Compiègne et du Beauvaisis (1786-1788), Annales Historiques Compiégnoises N°1, 1978, page 13.
- (5) Doléances des maîtres de pension et imprimeur de Compiègne, rédigé avec le maître de pension Claude Mosnier, futur leader jacobin compiégnois et dernier vénérable de la loge de Compiègne - à la-

quelle Bertrand ne paraît pas avoir adhéré, toutefois (Archives communales de Compiègne, AA 3).

- (6) J. BERNET, Naissance et mort du Jacobinisme compiégnois (1791-1795), Annales Historiques Compiégnoises N° 18, page 35, 1982 - N° 23, page 19, 1983.
- (7) J. BERNET, L'émeute frumentaire du 24 janvier 1795 à Compiègne, Annales Historiques Compiégnoises N° 15, page 37, 1981.

*Adieu sans culottes
Administrateurs du
District de Compiègne,
à Compiègne*

"PARIS 24 AVRIL 1793 L'AN II DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Collègues et amis,

Je suis arrivé hier à six heures du soir et sur le champ j'ai pris des informations sur Biderman à qui les subsistances ont été adressées. Sans le pouvoir dont jouit à la commune le général Santerre à qui on m'a recommandé sur le champ, il serait peut être plus que difficile de ravoir nos fonds. Mais je serai servi chaudement et j'ose compter d'après ce qu'on m'a dit sur un succès certain et pour l'argent et pour les sacs. Je crains que ces derniers ne puissent être rendus en nature. Si cela arrive, je ne recevrai rien si on ne me les paye comme neufs, car enfin il faut de façon ou d'autre les remplacer dans les magasins du citoyen Duvivier (1).

Paris est bien calme. Marat est si bien caché qu'on ne peut le découvrir. Les subsistances sont très abondantes ; on trouve que la Convention qui n'est plus si agitée, marche trop lentement.

2 escadrons de notre régiment de hussards partiront de Compiègne demain 25 pour se rendre à Saumur (2).

Demain, je vous rendrai compte de ma journée ; et dans 60 heures je serai avec vous.

Adieu collègues et amis, je vous aime et vous embrasse de tout mon coeur, même Sivé (3) s'il est avec vous ; adieu tout à vous.

Bertrand, Pr. s.

J'ai oublié de parler à Batton de la proclamation du curé d'Hémévillers, sans doute le citoyen Desboves qui par l'ordre des suffrages se trouvait le vice-président se sera chargé de cette besogne" (4).

NOTES :

- (1) Garde magasin des vivres militaires, à qui avaient été empruntés les sacs.
- (2) Arrivé en janvier 1793 dans la ville, le 8e Régiment de hussards avait causé de nombreux incidents avec les habitants et les autres troupes stationnées. Une partie du régiment fut donc envoyée réprimer les troubles de Vendée.
- (3) Jean-Baptiste SIVÉ, notaire de Hautefontaine, administrateur du district, sera le substitut de Bertrand en décembre 1793.
- (4) Il s'agit de l'élection d'un nouveau curé pour ce village, dont le prédécesseur avait quitté ses fonctions, à la suite de conflits assez vifs avec les habitants. L'Assemblée électorale s'était tenue à Compiègne, sous la présidence de Louis Philibert Batton, instituteur de Jaux, administrateur du district, assisté de Louis Nicolas Desboves, curé de Saint-Jacques à Compiègne, également membre du Conseil du District.

"PARIS CE 25 AVRIL 1793 L'AN II DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Collègues et amis,

Il était bien plus important que je ne le pensais encore de faire le voyage de Paris relativement aux farines que vous avez cédées au comité de subsistances de cette ville. Il n'existe ici aucune trace de ces envois; et si malheureusement je n'avais pas eu avec moi les récépissés des gardes-magasins, j'aurais fait une corvée; et si nos voituriers n'avaient pas rapporté ces mêmes récépissés tout était perdu. La preuve en existe par les difficultés multipliées qu'on m'a faites pour les 3 récépissés qui manquent et que les 3 derniers conducteurs ont probablement négligé de demander. Il a fallu que le maire Pache se mêlât de mon affaire, sans cela elle n'aurait pas avancé si rapidement. On voulait me remettre à 8 jours puis à 5 puis à 4. Enfin j'ai exhibé les pouvoirs que vous m'avez donnés et j'ai prouvé que tout ce que je pouvais me permettre de faire, c'était d'outrepasser mon congé d'un jour. On m'a promis enfin que j'aurais mon mandat aujourd'hui à midi et que je toucherais demain matin. Car, chose inconcevable dans une ville où il y a tant d'affaires, la caisse municipale ne paye pas tous les jours et il était fort possible qu'on me fit ici croquer le marmot plus longtemps que vous et moi n'aurions voulu. Ce sera toutefois une affaire terminée et une bonne leçon pour l'avenir. Nous ne hazarderons plus les fonds du département sans être bien sûrs d'avance de leur rentrée.

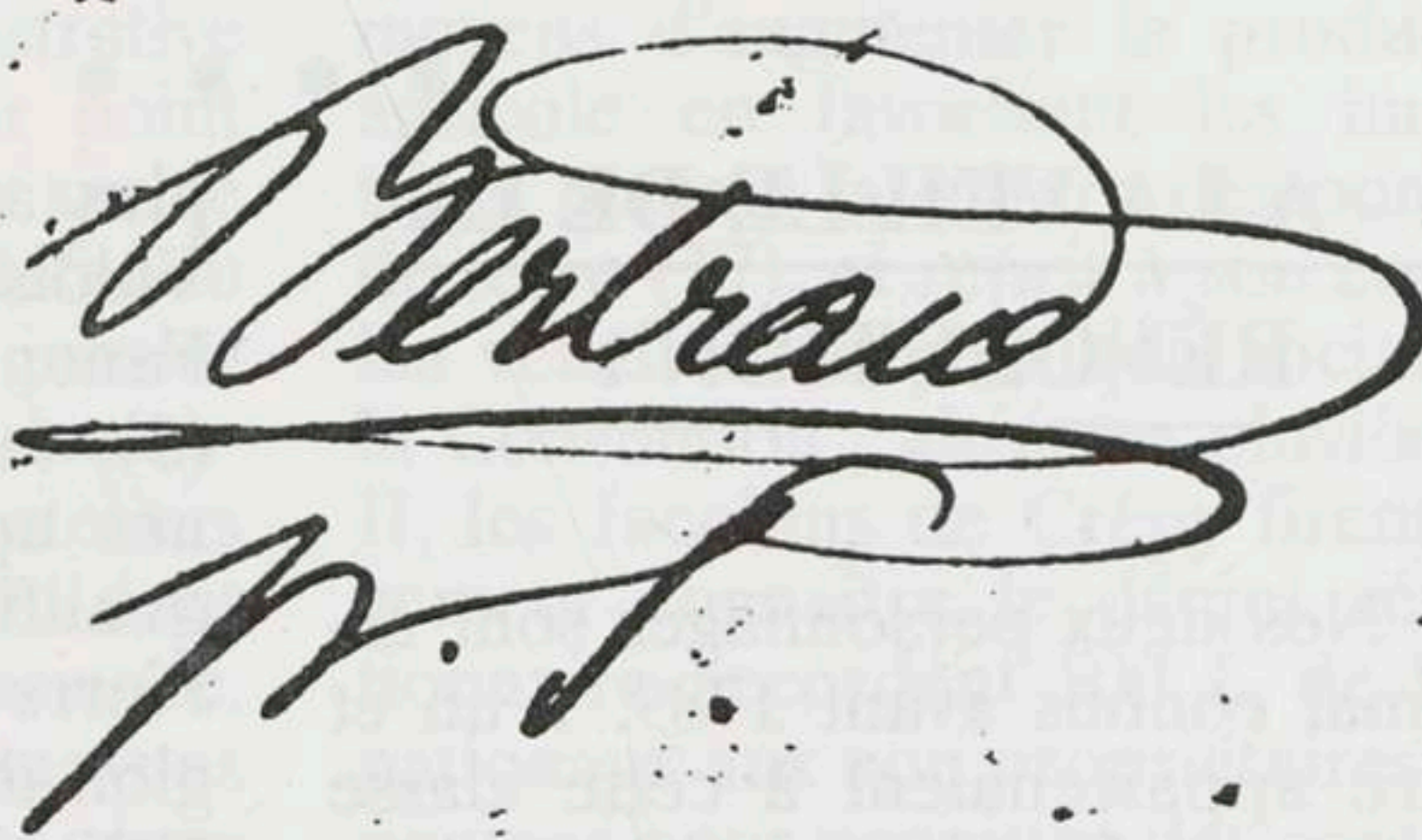
Reste l'histoire des sacs qu'on me conteste. Mais j'espère bien la terminer aussi promptement que l'autre. D'ailleurs si on ne m'écoutait pas, j'aurais recours avec Mathieu (5) au ministre de l'Intérieur que j'ai déjà vu.

L'histoire de Bussa est plus connue ici qu'à Compiègne; et il n'aurait pas beau jeu à venir faire ses doléances. Je vous donnerai là-dessus tous les détails possibles.

Marat a été innocenté hier par le tribunal révolutionnaire.

Les révoltés ne sont point encore vaincus. On ne paraît content de la conduite de Berruyer; il dispose mal ses forces et nous a laissé un tantinet rosser.

Adieu frères et amis, tout à vous."



NOTES :

- (5) Jean-Baptiste Charles MATHIEU, né à Compiègne en 1763, avocat au Parlement de Paris avant la Révolution, avait été élu Conventionnel de l'Oise en septembre 1792. Siégeant sur les bancs de la Plaine, il fut un des rédacteurs de la Constitution de 1793 et remplit de nombreuses missions en province de 1793 à 1795. Il fut l'interlocuteur privilégié des jacobins compiègnois pour régler leurs affaires à Paris en l'an II.